



## Déclaration de boycott CTL n°6/2022 du 12/10/2022

Monsieur le Président,

Suite aux votes contre lors du précédent CTL, vous nous reconvoquez sur 2 sujets dont le premier porte sur le dernier volet du NRP, entérinant la dernière fermeture et fusion de services.

Depuis le début de la mise en place du NRP, nous n'avons eu de cesse de dénoncer les nombreuses conséquences néfastes de la casse inouïe de notre réseau de proximité :

- pour les Agents : situation anxiogène à vivre au quotidien, mobilité forcée (choix cornélien entre changement de résidence ou de service), organisation du travail mise à mal, dégradation des conditions de vie au travail, perte de sens et forte démotivation des Agents agrémentée de suppressions d'emplois.

- pour le service public : dégradation majeure du service aux usagers et aux collectivités, éloignement des services, difficulté d'y accéder, notamment accentuée par la difficulté d'accéder à internet pour une grande partie des contribuables.

Jusqu'à maintenant, nous avons siégé dans les instances pour inlassablement défendre nos analyses, le ressenti et le vécu des Agents et pour obtenir les informations sur les restructurations. Nous arrivons à la fin du processus et nous n'avons plus rien à attendre de ce dernier CTL.

Entendre sans cesse vos mêmes réponses et arguments n'est toujours pas acceptable.

C'est inaudible pour nous, pour les Agents, pour les contribuables. C'est pourquoi nous ne participerons pas à ce nouveau simulacre de concertation.

Nous espérons que les futurs CSAL seront le lieu d'un vrai dialogue social... Sur les 3 dernières instances, 2 ont été convoquées un mercredi, et le prochain CHS aura lieu pendant les vacances scolaires ! À croire que les Organisations Syndicales passent désormais en dernier dans votre calendrier... Admettez que, en matière de dialogue social, il y a moyen de faire mieux !

Sur la forme, nous demandons à nouveau des ordres du jour moins chargés, un calendrier prévisionnel et donc des convocations hors mercredi et hors vacances scolaires.

Sur le fond, nous attendons des documents de travail plus détaillés et des réponses satisfaisantes pour les Agents.

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques et CGT Finances Publiques exige des conditions de travail respectueuses des personnels, une reconnaissance juste et légitime de l'engagement professionnel des Agents en terme de droits, de garanties et de pouvoir d'achat et un service public de proximité, technicien et renforcé pour un traitement équitable des usagers.